

## *Etude critique — Review Essay*

### *Mélanges d'histoire sociale*

Fernand Ouellet\*

F. Krantz, (ed.), *History from Below: Studies in Popular Protest and Popular Ideology in Honour of George Rudé*. Montreal : Concordia University, 1985. Pp. 408.

C. Emsley and J. Walvin, (eds.), *Artisans, Peasants and Proletarians, 1760-1860, Essays presented to Gwyn Williams*. London : Croom Helm, 1985. Pp. 236.

Depuis les travaux de Georges Lefebvre sur la Révolution française, les praticiens de l'histoire sociale sont non seulement devenus plus conscients de l'exploitation et de l'oppression qui pesaient sur certains groupes sociaux, mais ils en sont arrivés à se montrer plus sensibles à l'importance de l'intervention des milieux populaires dans le déroulement du processus historique. Un tel changement de perspective a gagné peu à peu, surtout au cours des dernières décennies, l'historiographie de la plupart des pays du monde et il se reflète assez bien dans l'expression « l'histoire vue d'en bas » ou « from below ». Il a même abouti à attribuer aux milieux populaires une sorte de rôle déterminant dans le fonctionnement des sociétés et, en particulier, dans les mouvements dont l'objectif, avoué ou non, était de les transformer.

Cette nouvelle prise en charge du passé par le biais des classes populaires a maintenant été pratiquée pendant assez longtemps pour qu'on puisse en entrevoir les possibilités et en constater la richesse et les limites. Naturellement, bien qu'elle ait progressé d'un pays à l'autre à partir d'un noyau central européen, cette historiographie nouvelle eut quand même un peu partout ses pionniers qui, par leurs œuvres et leur enseignement, surent polariser l'attention des chercheurs et les mobiliser dans cette direction. Bien sûr, il faut noter en ce domaine l'influence capitale de l'historiographie marxiste, qui s'est exercée de toutes sortes de façons à l'échelle internationale. Mais il ne faut pas oublier non plus que ce courant ne fut jamais confiné à une seule tendance idéologique. En France, parmi ceux qui, tels M. Bloch, E. Labrousse, P. Goubert, E. Le Roy Ladurie et G. Duby, accomplirent à l'un ou l'autre point de vue cette tâche d'une manière éminente, A. Soboul et P. Vilar ne furent pas les seuls à être touchés par le marxisme mais ils furent presque les seuls à en porter l'étiquette en permanence. Dans le monde anglophone où cette association avec le marxisme fut plus répandue, il n'est pas possible de ne pas insister sur l'apport décisif des travaux de E.P. Thompson, E. Hobsbawm, E. Genovese et G. Rudé à cette histoire axée sur le

---

\* Fernand Ouellet is a Professor of History at York University.

rôle des classes populaires. C'est cette transformation d'une vision des choses que, F. Krantz d'un côté, C. Emsley et J. Walvin de l'autre, veulent maintenant célébrer en publiant, le premier à Montréal, les *Mélanges George Rudé* et les deux autres à Londres, les *Mélanges Gwyn Williams*.

Le livre en l'honneur de G. Rudé débute, comme il se doit, mais avec plus d'insistance qu'on ne le fait d'habitude dans ce genre de présentation, par un tour d'horizon d'une soixantaine de pages rédigées successivement par F. Krantz, H. Stretton, C. Clark et A. Adamson et consacrées à l'œuvre, la carrière et la personne de ce novateur que fut G. Rudé. A la suite de ces propos introductifs pleins de sympathie et instructifs, quatre textes viennent mettre en lumière les implications méthodologiques de ce type d'histoire centrée sur l'homme « ordinaire », dont le profil s'estompe presque toujours dans la masse et l'anonymat et qui, jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle au moins, fut un illettré. Le lecteur est ainsi gratifié d'un autre article de E. Hobsbawm dans lequel celui-ci fait le tour des multiples problèmes que soulève la poursuite à ce niveau d'une démarche empirique et explicative. Cette analyse est concrète, nuancée et, pour tout dire, stimulante. Au fil des pages, on y trouve certes un plaidoyer pro domo mais aussi de sérieuses mises en garde à l'intention de ceux qui, entre autres, seraient portés à oublier que la mémoire, qu'elle fût individuelle ou collective, est sélective et de ceux qui, se laissant emporter à la suite d'un regard rapide sur les faits et gestes de l'analphabète, seraient enclins à amorcer sans crier gare un discours enflammé sur les stratégies paysannes et ouvrières. Cette manière subtile de voir les choses, se situant au-delà des modes, se retrouve également lorsque Christopher Hill se demande pourquoi, au XVII<sup>e</sup> siècle et même jusqu'à la fin de la révolution industrielle, il fut impossible d'inclure dans la notion de *peuple la masse des pauvres*. Vu sous cet angle, le texte de V.G. Kiernan sur les rapports entre religion et classes dans l'Ecosse du XVII<sup>e</sup> siècle complète bien ces exposés. On ne saurait en dire autant des propos que Ellen M. Wood tient sur le concept de volonté générale chez J.-J. Rousseau et qui, bien que reliés par elle à un contexte socio-politique incluant la France et l'Angleterre, semblent relever davantage de l'histoire des idées et des systèmes politiques que de l'histoire sociale.

Sachant quelle fut la préoccupation dominante de Rudé pendant la majeure partie de sa carrière, nous avons été surpris de constater que la Révolution française vue sous l'angle des mouvements de foules urbaines n'était pas tellement présente parmi les sujets retenus par les collaborateurs de ce recueil. Au total, seulement cinq contributions sur la Révolution dont une de caractère historiographique, une seconde sur les paysans d'une petite localité picarde, deux sur les curés radicaux et une cinquième consacrée à D.-J. Garat, philosophe, politicien, rédacteur de journal et, somme toute, homme sans éclat qui parvint à franchir presque sans encombre la tourmente révolutionnaire. Sur ce thème, l'article introductif de George Comminel, qui tente de départager les choses entre l'historiographie issue de Georges Lefebvre et le courant révisionniste dirigé par A. Cobban, sera d'une grande utilité pour les mises au point qu'il fait au sujet des deux écoles et même pour la voie moyenne qu'il préconise. Pourtant, c'est seulement avec le texte de R.B. Rose que le lecteur baigne enfin en pleine atmosphère révolutionnaire. Le sujet : une jacquerie comme il y en eut tant sous l'Ancien Régime et qui eut lieu en 1791 à Davenescourt en Picardie. Rose en éclaire les antécédents, le contenu et les aboutissants pour en dégager ensuite la signification en mettant en évidence l'intervention au dernier acte de cette confrontation d'un personnage de choix : Gracchus Babeuf. Avec lui et ainsi prises en charge, les exigences égalitaires reçurent une telle consécration que, cent ans plus tard, en ces mêmes lieux, les échos de cette lutte s'y répercutèrent à nouveau. De ces aspirations égalitaires Albert Soboul en relève, pour sa part, les traces dans un petit groupe de curés « rouges »

qui, tout en restant attachés à la foi, exprimèrent avec une grande familiarité et avec conviction, les besoins des paysans parcellaires et des sans terres. C'est aussi de ces curés patriotes dont Walter Markov analyse les débats intérieurs, les options théologiques et les affinités avec les populations qu'ils desservaient. Sa conclusion est limpide : ces prêtres, si peu nombreux furent-ils, réussirent quand même, en dégageant les éléments d'une théorie de la révolution, à faire la preuve que l'Eglise de France n'était pas tout à fait monolithique.

A ces textes sur la Révolution française, il faut ajouter deux contributions qui reflètent l'intérêt que Rudé porta aux idéologies. Le premier de ces essais est de John F. Laffey qui, sous le thème « Concorde et Discorde » analyse l'évolution de la pensée sociale en France à travers les œuvres de Sismondi, Saint-Simon, Fourier, Lamennais et Proudhon. Le second est de Pierre Boule qui s'emploie à retracer au XVIII<sup>e</sup> siècle en France et à travers l'opposition à l'abolition de l'esclavage les origines du racisme local.

A travers tout ce matériel varié d'où ressort une image bien campée de G. Rudé, c'est finalement de l'envergure internationale de son activité dont il est question dans ce livre. Même si Rudé n'a pas lui-même pratiqué l'histoire des noirs ni celle des pirates, il a cependant abordé, que ce fut sous l'angle des classes sociales ou par le biais des idéologies, les problèmes qu'il eut à traiter d'une façon qui était applicable à bien d'autres domaines de la recherche. Ce fait est d'ailleurs illustré aussi bien par l'essai de Neal Wood qui, dans le contexte du mouvement donatien aux IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles, scrute de près le rôle des paysans africains à l'époque et dans le cadre de la pensée de Saint Augustin, et par celui de Carolyn Fick qui, tout en concentrant son attention sur le sud de Saint-Domingue en 1793-94, met en évidence la signification capitale de l'intervention des paysans noirs dans la réussite de la révolution de l'île. La même impression émerge de l'article de P. Vilar qui, à propos de la Catalogne du XIX<sup>e</sup> siècle, explore les rapports entre le national et le social dans les rébellions ouvrières et paysannes de l'époque. En portant un regard attentif sur les actes des bandits et des contrebandiers qui infestaient alors le pays, Vilar fait émerger des phénomènes sociaux qui sont parfaitement révélateurs de ces rapports, tout comme l'étude de J.S. Bromley sur les pirates et les filibustiers des Caraïbes au XVII<sup>e</sup> siècle. Egalement stimulante et neuve est la contribution de Kare Tonneson qui s'est livré, en tenant bien compte des rapports entre l'agriculture et la forêt au plan de la main-d'œuvre saisonnière, à une analyse poussée du mouvement Thrane qui secoua la Norvège au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Le lecteur sera sans doute fasciné, peut-être parce qu'elle touche à un événement bien contemporain auquel G. Rudé fut lui-même mêlé, par l'étude de W.J. Fishman sur la « Battle of Cable Street » qui eut lieu à Londres le 4 octobre 1936 et qui s'acheva par la déconfiture du chef fasciste Sir Walter Mosley. Ce cas d'histoire urbaine et ouvrière dans lequel l'intervention de la masse est l'événement majeur contraste avec ce que Caroline Ralston raconte au sujet des habitants de Hawaï dont le passé, si paisible en apparence, commence à peine à être dit et découvert selon sa dimension sociale.

Né en Norvège en 1910 d'un père ingénieur et d'une anglaise lui-même immigrant en Angleterre en 1919, devenu plus tard spécialiste de la Révolution française et, par la suite, professeur d'université en Australie, en Ecosse, et au Canada, George Rudé est un personnage dont les racines ne sont pas clairement fonction d'un milieu géographique et social donné. C'est un fait qui transparait dans ses *Mélanges*, même à travers le choix des participants et des sujets traités. Notons aussi que, dans ces *Mélanges*, on ne voit pas non plus, excepté peut-être en filigrane, dans certains essais sur les idéologies, l'émergence récente de l'histoire socio-culturelle alors que les perspectives socio-économiques y dominent incontestablement. Ces quelques observations permettent non seulement de situer

l'œuvre de G. Rudé dans le temps et dans l'espace mais d'en mieux cerner la spécificité par rapport à celle de certains de ses collègues marxistes, tels Hobsbawm, Hill, Thompson et, en l'occurrence, Gwyn Williams.

Les *Mélanges Gwyn Williams* reflètent d'une autre manière cet univers historiographique contemporain marqué par la croissance extraordinaire de l'histoire sociale. Car l'œuvre de Williams possède également un caractère varié et, à bien des égards, international. Ses travaux sur l'histoire ouvrière, loin d'être confinés aux îles Britanniques, s'étendent même à la France et à l'Italie. Il est important aussi de signaler que, dès 1960, Williams avait découvert et répandu la pensée de Gramsci et que, dès lors, son attrait pour l'histoire socio-culturelle, incluant celle des femmes, n'avait fait que s'amplifier. Il est bien possible que ce cheminement personnel ne puisse vraiment s'éclairer qu'en fonction des liens qui unissaient Williams à son pays natal, le pays de Galles, auquel il a consacré une grande partie de son œuvre.

Quoi qu'il en soit, par la décision même de leurs éditeurs, les *Mélanges Williams* se veulent, tout en étant le plus largement représentatifs possible, une entreprise modeste : huit essais au total rédigés par d'anciens élèves de Williams, précédés d'une courte introduction (5 pages) et suivis d'une bibliographie appropriée. N'empêche, compte tenu de ces limites, que l'éventail des sujets traités par les différents collaborateurs de ce recueil est suffisamment large pour qu'on puisse y retrouver nombre de préoccupations principales de l'historiographie actuelle.

Pour débiter ce tour d'horizon centré sur les perspectives mises en œuvre par Williams, Michael Durey entraîne le lecteur dans l'univers des migrations transatlantiques. S'appuyant sur le concept de vécu et attiré par les continuités plutôt que par les ruptures, il analyse l'évolution du profil socio-politique d'une soixantaine de réfugiés politiques venus aux Etats-Unis des îles Britanniques de 1790 à 1800. Au cours de cette enquête, Durey est sans doute intéressé à savoir si ces individus, membres des professions libérales pour la plupart, qui, avant de quitter les îles, avaient souvent exercé des fonctions de direction et d'animation dans les mouvements populaires, avaient réussi ou échoué en terre américaine. Mais il est davantage préoccupé par la nature de leur contribution à la culture américaine. La conclusion de son enquête n'est pas surprenante : ces personnages, dit-il, qui avaient une longue habitude de l'engagement politique et une vision plutôt internationale des choses, demeurèrent des réformistes actifs, se liant pour la majorité au républicanisme jeffersonien, et participèrent, chacun dans sa sphère d'activité, à la fermentation d'une culture américaine. Ainsi, loin de prendre de haut leur milieu d'adoption, ces personnages, tout en conservant un esprit ouvert sur le monde extérieur, devinrent d'ardents promoteurs du sentiment national américain. Rappelons ici que Marcus Thrane, dont il fut question plus haut et dont le nom n'apparaît pas dans la liste de Durey, quitta la Norvège après l'échec de son mouvement et, une fois aux Etats-Unis en 1863, eut un destin assez similaire à celui de ces réfugiés des années 1790-1800.

Après cet essai qui se confine à la « middling class » dans la mesure où celle-ci eut des rapports avec les milieux populaires, on peut lire une étude qui se propose de soulever le voile sur les groupes responsables de la réussite, en 1807, du mouvement en faveur de l'abolition du commerce des esclaves en Angleterre. L'auteur, James Walvin, tient naturellement compte dans sa discussion des arrière-plans intellectuels, du rôle capital des groupes religieux, tels les Quakers et les Méthodistes, aussi bien que des classes moyennes et des politiciens. Mais l'essentiel de son propos vise à mettre en lumière le poids croissant et déterminant des milieux populaires urbains et particulièrement des artisans, dans cette

lutte qui dura plus d'un quart de siècle. Le dernier de ces essais consacrés aux années 1785-1815 pourrait aisément s'intituler : « Economie et société en France et en Angleterre pendant les guerres révolutionnaires ». Car, dans sa contribution, Clive Emsley s'efforce d'établir dans quelle mesure l'effort de guerre influa à court et à long termes sur le développement économique, sur la démographie, la bureaucratie et les institutions politiques, l'équilibre des classes et, bien sûr, le mûrissement du sentiment national dans ces deux pays. Ce texte contient un grand nombre d'aperçus intéressants mais le sujet est si vaste qu'on peut se demander s'il n'eût pas mieux valu limiter l'analyse à quelques-uns des points soulevés.

C'est seulement avec David Jones que le pays de Galles, comme tel, entre vraiment dans cette discussion par le biais d'une étude qui porte sur la criminalité au XIX<sup>e</sup> siècle. Même si l'auteur veut présenter celle-ci comme une forme de protestation sociale, assimilable en quelque sorte aux démonstrations et aux émeutes qui, de 1815 à 1845, semèrent l'agitation dans les milieux industriels, il est en fin de compte tellement absorbé par les rapports entre « nation, méthodisme et moralité » qu'on ne voit pas très bien où, en tout cela, se situe la protestation sociale et quelle fut son ampleur réelle. En effet, dans le pays de Galles, où les taux officiels de criminalité étaient, selon Jones, beaucoup plus bas qu'ailleurs, les élites responsables de la bonne réputation du pays, tentèrent avec succès, dit-il, d'accréditer l'idée que les criminels de l'endroit, si peu nombreux fussent-ils en réalité, étaient de purs étrangers quand ils n'étaient pas simplement des marginaux. Ces classes dirigeantes manifestèrent également, dit-il, un zèle insurpassable en refusant d'accroître le nombre des constables selon les besoins du moment, en faisant preuve d'une grande négligence quand il s'agissait de poursuivre les coupables et même d'inscrire leurs noms dans les registres quand cela était nécessaire. Si on suit le raisonnement de l'auteur qui veut démontrer que les habitants du pays de Galles n'étaient pas plus vertueux que les autres mais, qu'en étant aussi criminels qu'eux, ils étaient, si on veut voir les choses en termes de protestation sociale, aussi actifs qu'eux, on ne peut qu'en conclure qu'ils s'en distinguaient néanmoins par les *efforts uniques* qu'ils auraient déployés pour paraître plus vertueux que le reste des habitants des îles Britanniques. S'il fallait, pourtant, découvrir derrière tout cela une forme de protestation, elle ne serait sans doute pas sociale d'abord mais principalement nationale : sa double fonction étant peut-être alors de protester modérément contre l'hégémonie britannique et, en minimisant de la façon indiquée les vices des Gallois, de les inciter à se surpasser dans la pratique de la vertu. Ce qui, bien entendu, aurait eu pour résultat de décourager aussi bien l'agitation sociale que le désordre moral. A telle enseigne, si on peut se retrouver en tout cela, qu'on peut se demander si les classes dirigeantes ne furent pas les premières, sinon les seules, intéressées à évoquer ainsi les hautes vertus du peuple gallois. Qui sait? Cette pièce historiographique, bien familière, illustre les complications qu'entraîne l'introduction de la dimension nationale dans l'analyse des problèmes sociaux.

Tout aussi familière mais conduite avec brio est la décortication que Dai Smith fait de l'œuvre du romancier socialiste Gwyn Thomas qui, en 1949, publia un roman qui faisait surgir d'un passé, sinon oublié du moins obnubilé en grande partie, une insurrection des années 1830 dans laquelle, contrairement à l'historiographie établie qui représentait d'abord comme des égarés et, plus tard, comme des martyrs, les ouvriers qui auraient été les acteurs principaux d'un drame essentiel dans le développement du pays de Galles à l'époque industrielle. Ce roman, qui sur le coup eut peu de succès, dont la trame avait été conçue à l'époque critique de la grande dépression et dont il reflétait jusqu'à un certain point les inquiétudes, est maintenant, selon Smith, reconnu comme une authentique contribution à l'histoire de la classe ouvrière galloise. Pour mener à bien son analyse de cette œuvre lit-

téraire, Smith ne se contente pas de scruter les rapports entre le présent et le passé dans la démarche du créateur de fiction mais il fait appel à l'imaginaire social, tout en manipulant avec doigté les concepts de mémoire et de conscience collectives. Ainsi présenté, G. Thomas apparaît comme un esprit créateur qui, à l'aide d'une trame et de personnages fictifs, aurait révélé à ses contemporains et à leurs descendants la substance riche et complexe de la culture de ce pays au début de l'âge industriel.

Vu l'importance de la révolution industrielle dans l'historiographie britannique, on ne s'étonnera guère de constater que, parmi tous ces essais, le seul à accorder une certaine importance aux milieux populaires ruraux dans les luttes de l'époque est celui de Roger Wells. C'est d'ailleurs pour corriger cette lacune qu'il observe chez les historiens du XIX<sup>e</sup> siècle anglais, y compris Rudé, Hobsbawm et Thompson, qu'il a voulu repasser sur leurs traces pour explorer les sources du radicalisme rural dans le sud de l'Angleterre pendant les années 1830. A cet égard, il essaye non seulement de démontrer que les communautés rurales ne furent pas isolées des grands courants, ainsi qu'on l'a prétendu, mais que les artisans, les ouvriers agricoles et même les petits fermiers furent directement engagés dans tous les mouvements de protestation et de réforme de ces années, qu'il s'agisse du mouvement « Swing », de la réforme parlementaire, de la nouvelle loi des pauvres, de la dîme ou du mouvement chartiste. Wells soutient en particulier que l'émergence, après 1870, d'un syndicalisme agricole, malgré les divisions qui ont pu éclater parmi ces groupes populaires, est incompréhensible sans cette succession de luttes auxquelles ceux-ci furent intimement mêlés et dont ils étaient mécontents des résultats.

De cet isolement des campagnes, il est à peine question, mais davantage pour en assumer l'existence que pour en vérifier le bien-fondé, lorsque David Vincent s'emploie à faire le tour des implications sociales et culturelles de la réduction en 1840 du tarif postal à un penny la lettre. L'auteur avait été incité à faire cette enquête parce qu'il était à la recherche d'un indicateur général de progrès et d'un élément de mesure de l'efficacité de l'école et de l'alphabétisation. Cette démarche était d'autant plus justifiée que les promoteurs de ce changement en escomptaient des bénéfices universels par la seule modification des conditions dans lesquelles les membres des milieux populaires pouvaient communiquer par écrit les uns avec les autres, et avec l'Etat. A long terme et aussi longtemps que d'autres moyens de communications ne vinrent pas faire compétition aux postes, l'hypothèse parut se vérifier : 4 lettres per capita en 1839 pour l'Angleterre et le pays de Galles, 60 en 1900. A court terme, cependant, si les conséquences de cette réforme furent spectaculaires pour les classes moyennes qui en tirèrent immédiatement le plus grand profit, elles ne furent au contraire pas tellement impressionnantes pour les gens ordinaires. Il est vrai que les organisations volontaires, y compris les mouvements de réforme et les syndicats, furent avantagés par le nouveau tarif. Mais de son côté, l'ouvrier en profita assez peu. Hors le fait que les travailleurs dont parle D. Vincent étaient entassés dans les villes où les communications de vive voix étaient toujours les plus faciles, il existait, on ne peut l'ignorer, une différence appréciable entre savoir lire, signer son nom et être capable d'écrire une lettre. Le passage à cet égard d'un niveau de compétence à un autre était nécessairement un processus lent, échelonné sur une ou deux générations. Comme les sociétés de « correspondance » étaient encore confinées dans l'ensemble au niveau local, l'appartenance à un de ces organismes n'avait pas tellement d'implications en ce domaine. N'empêche que cette réforme des modes de communications présageait une révolution beaucoup plus générale qui devait jouer un rôle capital dans l'émergence de ce qu'on nomme volontiers aujourd'hui la culture et la civilisation de masse.

Dans son texte sur les répercussions des guerres de la Révolution et de l'Empire, C. Emsley avait prétendu que les événements militaires de l'époque n'avaient pas bouleversé autant qu'on serait porté à le croire les structures socio-économiques de la France et de l'Angleterre. C'est un peu dans cette perspective que John Breuilly aborde les conséquences de la révolution industrielle pour le monde artisanal. Naturellement, il admet que certains métiers ont disparu, que d'autres ont été transformés et que de nouveaux sont apparus; mais il insiste quand même sur le fait qu'en Angleterre, en Allemagne et en France, un grand nombre de métiers ont survécu presque sans modifications essentielles jusqu'à aujourd'hui. En Allemagne de l'ouest, dit-il, le volume de la main-d'œuvre spécialisée travaillant dans de petits ateliers, dont le nombre s'élevait à 700 000 en 1962, était passé de 15 % de la population totale en 1815 à 25 % en 1962. Ce sont d'ailleurs les conséquences idéologiques et politiques de ces survivances que l'auteur décrit, sans pourtant perdre de vue leur poids dans la structure économique.

Ces deux collections d'essais reflètent somme toute assez bien la contribution de deux historiens éminents au développement de l'histoire sociale, depuis le moment où celle-ci s'était déjà constituée en s'appuyant en premier lieu sur des bases économiques, pour s'articuler ensuite autour du culturel. Notons toutefois que l'histoire socio-culturelle pratiquée par G. Williams et ses disciples ne renvoie pas, ainsi qu'on peut l'observer en France et ailleurs, à des modèles anthropologiques. Tout comme on chercherait en vain dans ces deux livres un indice de la sensibilisation croissante, au cours des dix dernières années, des historiens à la culture du XX<sup>e</sup> siècle, puisqu'un seul des 29 essais qu'on y trouve porte sur notre siècle. En ce sens, on peut dire que les *Mélanges Rudé* et *Williams* reproduisent d'une façon assez nette les polarisations traditionnelles des historiographies nationales française et anglaise autour de deux grands événements : la Révolution française, d'une part, et la première révolution industrielle, de l'autre. Tels sont, à notre avis, les éléments essentiels de ces deux livres dont l'intérêt va bien au-delà du fait qu'ils ont été conçus pour rendre hommage à deux historiens de premier ordre.